

Ville de Draguignan



DÉCISION MUNICIPALE N° 2023-410

OBJET : Signature convention d'occupation de locaux dans des équipements municipaux consentie à «MAISON D'ARRÊT»

Richard STRAMBIO, Maire de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), Conseiller Régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22 ;

VU la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que par la décision municipale n°2021-003 en date du 07/01/2021, Monsieur le Maire a été autorisé à signer la convention de mise à disposition de locaux dans les établissements sportifs communaux, en faveur de l'association « MAISON D'ARRÊT » pour la période courant du 07/01/2021 au 31/08/2023 ;

CONSIDÉRANT que cette convention est arrivée à échéance ;

CONSIDÉRANT l'accord des deux parties sur un renouvellement portant sur la mise à disposition des mêmes locaux ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : La signature d'une convention de mise à disposition à titre précaire et gracieux de locaux dans les établissements sportifs communaux avec l'association « MAISON D'ARRÊT » dont le siège social est à 3305, avenue Fred Scamaroni - 83300 DRAGUIGNAN, selon les dispositions de la convention jointe.

Article 2 : La convention prendra effet à compter du 01/09/2023 pour se terminer le 31/08/2024, puis renouvelable chaque année du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante, par tacite reconduction, sans que la convention ne puisse durer plus de trois ans. Elle prendra donc fin au plus tard le 31 août 2026.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au Registre des décisions municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Draguignan, le **01 AOUT 2023**

Pour le Maire, Président de DPVa
Conseiller régional et par délégation,
La Première Adjointe,


Christine PRÉMOSELLI